

SYLVIE GOULARD

« JE PENSE QU'UN JOUR ILS REVIENDRONT »

Et si cet épisode historique dans le long cheminement de la construction européenne était l'occasion de se poser les bonnes questions, de remettre à plat notre rapport aux institutions européennes ? Sylvie Goulard, eurodéputée convaincue des vertus de l'UE, attend le sursaut.

Propos recueillis par Marjolaine Koch

Le Brexit aura-t-il vraiment lieu ? Il faut que la situation soit clarifiée pour deux raisons : la démocratie d'une part, et les turbulences économiques et financières qui vont en résulter. Si l'incertitude se prolongeait, ce serait préjudiciable à tout le monde. Il faut enclencher la procédure prévue par le traité par le biais de l'article 50. C'est un article qui n'a jamais été utilisé, nous n'avons aucune référence. Mais objectivement, on ne peut pas organiser un référendum dont les débats ont été d'une violence inouïe, faire la Une des journaux du monde entier et puis ne pas le faire. Si les Britanniques ont besoin de quelques semaines pour clarifier la procédure interne, soit, mais on ne pourra attendre des mois. On a déjà brûlé des milliards de capitalisation boursière, des entreprises qui vont avoir à lever des fonds auront plus de mal à cause de la volatilité des marchés, c'est mauvais pour la croissance et l'emploi dans nos pays.

Cette crise du Brexit est-elle révélatrice d'un échec de la construction européenne ?

C'est révélateur d'un échec de l'interaction entre les États et l'UE. Je pense qu'il ne faut pas que le niveau européen se dérobe et je pense qu'il faut cesser d'accabler l'UE. Nous avons besoin d'avoir des leaders nationaux qui ne jouent pas avec la construction européenne et les intérêts non seulement de leur peuple mais aussi des peuples voisins, simplement parce qu'ils ont un petit problème à l'intérieur du parti conservateur.

Mais il y a aussi un dysfonctionnement dans nos pays : je suis absolument choquée que les autres Gouvernements et les institutions européennes n'aient pas fait une campagne forte pour faire rester le Royaume-Uni. Ils se sont tous dérobés au motif que si on était intervenu cela aurait été une intrusion insupportable et cela aurait apporté de l'eau au moulin du « leave ». C'est faux ! Je suis allée au Royaume-Uni, c'était une occasion de faire entendre des voix complètement exclues du débat. Ce n'était pas un référendum interne, c'était un référendum sur l'appartenance à un ensemble plus vaste. Il y a de sérieuses questions à se poser sur la manière dont nos démocraties prétendent bénéficier de tous les avantages de l'Europe sans se sentir jamais responsables au moins de la défendre un peu.

Justement en ce moment vous prenez le temps d'aller dans les médias, d'expliquer, vous êtes seulement une petite poignée de députés européens à prendre ce temps...

Il faut se poser une question : c'est quoi un Parlement européen ?



Est-ce que c'est juste un Parlement à un niveau plus élevé, est-ce qu'on envoie le même type de personne politique voire le rebut de la vie politique nationale ou est-ce qu'on essaie de sélectionner des gens jeunes, la génération Erasmus ? Que ce soit la droite, la gauche, le centre ou les verts, quand vous voyez comment la plupart des partis sélectionnent ses candidats, cela pose question. À mon avis, on a un problème de démocratie au niveau national, on ne peut pas continuer à élire les députés européens comme on le fait. L'autre jour un sénateur est venu me dire « Vous n'êtes pas élue au suffrage universel », c'est hallucinant ! Mais la perception est celle-là. Le Parlement européen a ses défauts, il n'est pas question de les nier, mais il faut que les citoyens sachent que la procédure pour adopter les règles européennes n'est pas le fait de bureaucrates. La Commission propose et le Parlement européen d'un côté, qui représente les citoyens, et le Conseil des ministres de l'autre, qui représente les États, font les lois. Et les deux chambres sont uniquement composées d'élus ! Il faut arrêter avec ces accusations de technocratie débridée : si la technocratie est débridée c'est que les politiques ne prennent pas leurs responsabilités.

Que peut faire l'UE pour sortir de cette crise par la grande porte ? Pour ne pas donner l'impression de punir le Royaume-Uni ?

Il ne faut pas punir mais il faut être ferme. On applique des règles de droit en essayant d'être intelligent et clairvoyant, nos intérêts sont imbriqués, nous n'avons aucun intérêt à nuire à la Grande-Bretagne : cela nous reviendrait comme un boomerang. Tocqueville, dans *De la démocratie en Amérique*, met en garde contre les dangers des décisions majoritaires. Il ne faut jamais oublier la minorité quand il y a une majorité. Nous avons là une minorité à 48 %, qui comprend presque tous les jeunes. On ne va pas les abandonner ni les punir. Il faut leur offrir autant que possible des perspectives de coopération avec l'UE. Je pense qu'un jour ils reviendront. Je pense que l'idée européenne est infiniment plus forte qu'on ne le croit en ce moment. Qu'elle est indispensable à cause de la marche du monde, parce que nous sommes en train de nous faire écraser. La Suisse est souvent présentée comme un modèle, on nous dit « Regardez, c'est un pays de petite taille, ils sont souverains ». Oui mais regardez de plus près : ils ont accepté des relations avec

l'Union européenne extrêmement déséquilibrées à leur détriment, il aurait mieux valu pour eux être à l'intérieur du système et peser sur les règles qu'ils appliquent. Et pire encore, regardez ce que les Américains ont fait : en une décision sur le secret bancaire, ils ont obligé la Suisse à changer son business model. On nous vend une souveraineté d'illusion. L'effet extraterritorial des lois américaines, l'importance d'avoir accès à certains marchés pour survivre comme exportateur et vivre tout simplement, fait que vous êtes obligé de tenir compte de l'avis des Américains, des Chinois, des Indiens, des grands marchés d'aujourd'hui et de demain.

Prenons l'exemple du TTIP : comment peut-on envisager de renoncer à la négociation ? Il faut se battre. Que se passe-t-il si on ne fait pas le TTIP ? Quelles règles s'appliqueront lorsque nos entreprises produiront des voitures ou des avions demain ? Cette question, Manuel Valls n'y répond pas. Est-ce que nous gardons une place à la table des négociations, ou bien est-ce que nous nous contentons d'adapter nos produits pour répondre à un accord signé entre les Chinois et les Américains ? La classe politique feint toujours d'avoir la maîtrise des choses, c'est absurde.

L'affaire Boeing Airbus, en Iran, en est un exemple criant. Airbus a vendu des avions à l'Iran, sauf que la vente se fait en dollars. Les Américains considèrent que tout contrat en dollars est soumis à

des autorisations des autorités américaines, d'autant plus que les sanctions vis-à-vis de l'Iran ne sont pas complètement levées. Airbus a donc conclu un contrat qu'il ne peut honorer, faute d'obtenir l'autorisation du Trésor américain ! Et dans l'intervalle, Boeing a vendu des avions en dollars à l'Iran. On voit très bien la raison pour laquelle il faut renforcer considérablement l'euro, pour rester maître de nos transactions. Il faut récupérer de la souveraineté en la mettant en commun, sans quoi nous n'aurons que nos yeux pour pleurer.

« Il y a de sérieuses questions à se poser sur la manière dont nos démocraties prétendent bénéficier de tous les avantages de l'Europe sans se sentir jamais responsables au moins de la défendre un peu »

Est-ce qu'on peut encore se permettre de ne pas étudier l'idée de former un noyau dur au sein de l'UE ?

Cette idée a été proposée en 1994 par Karl Lamers et Wolfgang Schäuble et à l'époque la France l'a balayée de la main avec un dédain qui était funeste. Il aurait été possible de discuter du périmètre mais la France, sous Edouard Balladur, a préféré

nier le problème. A l'époque, Lamers et Schäuble expliquaient la nécessité de former un noyau dur à cause de la conjugaison de trois phénomènes : la mondialisation, l'élargissement à l'Est et l'arrivée de l'euro. Ces trois phénomènes combinés allaient avoir pour effet de créer des forces centrifuges à l'intérieur de l'UE. Je crois qu'ils ne se sont pas trompés, ça a été l'un des grands rendez-vous franco-allemands manqués. En 2000, Joska Fischer est revenu avec des idées relativement similaires et cette fois-ci c'est Hubert Védrine qui les a balayées de la main. Hubert Védrine qui nous explique aujourd'hui qu'il serait bien de faire une pause dans la construction européenne. Mais en fait, la France fait une pause depuis la chute du mur de Berlin ! Les Français n'ont pas accepté que l'Europe avait changé, que l'élargissement à l'Est était une chose juste. La France n'a pas eu des positions très cohérentes, a accepté que la Commission devienne un organe nationalisé, a accepté des révisions des traités successifs en 1997 en 2000 qui n'ont pas été de grands succès... On a beau jeu de dire « la France est moteur » : cela a été vrai à certains moments, cela ne l'est plus depuis quelques temps.

Pour moi la question de former un noyau dur est inévitable, et le principal critère est : comment constituer une Europe qui soit capable de peser dans le monde ? Nous avons d'abord fait l'Europe pour faire la paix entre nous. Maintenant il faut se constituer d'une manière à pouvoir défendre nos valeurs d'un côté et nos intérêts de l'autre, dans un monde de plus en plus complexe avec des puissances immenses par rapport aux États-nations européens. Mais quels sont les critères pour constituer ce noyau dur ? On retrouve souvent une définition assez arrogante selon laquelle seuls les fondateurs seraient légitimes. Ce ne serait correct ni intellectuellement ni juridiquement. Il faudrait plutôt opter pour une sorte de test de vérité : qui est prêt à rester si la barre est haute ? Les Français sont les premiers à devoir se poser la question. Seraient-ils capables de concéder la souveraineté nécessaire et de se tenir aux règles ?

Le noyau dur le plus naturel en ce moment reste l'euro. Nous avons là un bloc d'intérêt qui mérite d'être préservé à la fois sur le plan économique et financier, et sur le plan moral en terme d'image. L'ambition de faire vivre ensemble des anciens ennemis, des personnes qui étaient des deux côtés du rideau de fer, dans un système coopératif basé sur le droit, on ne devrait pas avoir honte de ça ! L'ambition est magnifique, c'est aussi pour cela qu'elle est difficile. ●

